

BOURSES

Si les grands indices occidentaux ont évolué sans grande tendance les trois premières semaines d'octobre, ils ont accusé de fortes baisses en fin de mois rattrapés par le coronavirus. L'environnement de marché reste assombri par la résurgence de la pandémie, notamment en Europe, où le nombre de nouveaux cas continue d'augmenter rapidement, conduisant plusieurs pays à rétablir des mesures de restrictions sur les déplacements.

PAYS	LIBELLÉ	30.10.2020	VAR. Mensuel	VAR/1JANV
Allemagne	DAX	11556.48	-9.44%	-12.77%
France	CAC 40	4594.24	-4.36%	-23.15%
États-Unis	DOW	26501.6	-4.61%	-7.14%
Etats-Unis	NASDAQ 100	11052.95	-3.20%	26.56%

Le durcissement des mesures anti-COVID fait planer le doute quant à un nouveau ralentissement économique. Ce qui a entraîné les indices dans un mouvement brutal les derniers jours d'octobre, alors qu'ils avaient réussi à garder le cap une grande partie du mois.

Aux Etats-Unis, alors que les investisseurs avaient déjà les yeux tournés vers le retour de la croissance avec des indicateurs économiques étonnamment rassurants au vu de la situation sanitaire, le regain d'épidémie en Europe a complètement éclipsé les résultats du troisième trimestre (dans l'ensemble meilleurs que prévu). Les investisseurs ont interprété cette deuxième vague comme une réplique après le « séisme » provoqué par cette pandémie en février-mars. Une réplique qui pourrait arriver en décalage aux Etats-Unis.

C'est pourquoi malgré des chiffres meilleurs que prévu, les marchés craignent une détérioration des perspectives bénéficiaires dans les prochains mois. Cette seconde vague n'épargne personne, pas même les grands gagnants de la crise sanitaire, les valeurs de la Tech. Les chiffres d'affaires cumulés des 5 plus grosses capitalisations américaines Apple, Amazon, Google, Facebook et Microsoft, les GAFAM, ont progressé de 18% sur le trimestre par rapport à l'année dernière. Mais ces sociétés technologiques sont finalement rattrapées par les conséquences du ralentissement économique. Le malaise mondial persiste quant à l'impact d'une résurgence de nouveaux cas de Covid-19 aux Etats-Unis et en Europe, exacerbé par une incertitude croissante avant l'élection présidentielle le 3 novembre.

Dans ce contexte, sur le mois d'octobre, le Dow Jones abandonne -4,6%, le S&P 500 -2,8% et le Nasdaq -3,2%. C'est leur plus fort recul mensuel depuis le déclenchement de l'épidémie aux Etats-Unis en mars. Le VIX, traduisant la volatilité des marchés, a renoué avec ses plus hauts depuis quatre mois autour de 40.

Les derniers indicateurs macro-économiques publiés aux Etats-Unis montrent pourtant que l'économie américaine est toujours vaillante malgré l'épidémie. Les revenus et dépenses des ménages sont ainsi ressortis supérieurs aux attentes en septembre. Par ailleurs, l'indice manufacturier PMI de Chicago est ressorti meilleur que prévu en octobre à 61,1, contre un consensus de 58. Le taux de chômage avoisine certes les 8%, mais le vrai taux, une fois ajusté de l'équivalent américain du chômage partiel, est probablement plus proche de 5%.

Enfin, le sentiment des consommateurs, a été revu en hausse à 81,8 en octobre, contre 80,4 en septembre, témoignant d'un regain d'optimisme chez les consommateurs. Fait intéressant la chute des taux d'intérêt est en train de provoquer un véritable boom de la construction résidentielle. Au final, l'économie américaine a rebondi de 33,1% au troisième trimestre 2020 par effet de rattrapage.

L'Europe n'est pas en reste, le PIB dans la zone euro a enregistré une croissance record au troisième trimestre +12,7%, après la récession historique du printemps. L'activité du secteur manufacturier a dépassé les attentes avec un indice au plus haut depuis 26 mois à 54,4 qui profite de la bonne dynamique de la reprise de l'économie chinoise.

HETS-CAPITAL

Néanmoins, en raison des mesures sanitaires mises en place en Europe, où de nombreux pays ont dû récemment refermer partiellement une partie de leurs économies pour freiner la progression du virus, la croissance pourrait rechuter en terrain négatif au 4e trimestre.

Dans cette perspective, les indices européens se sont écroulés sur le mois : le Dax perd -9,4% en octobre, l'EuroStoxx -7,3%, quant au Cac il résiste un peu mieux avec une perte de -4,4%.

De bonnes statistiques et des résultats d'entreprises meilleurs que prévu n'ont pas été suffisants pour faire oublier aux investisseurs les interrogations qui continuent d'entourer l'évolution de cette pandémie.

Malgré tout, les Banques centrales veillent. Qui dit reconfinement dit ralentissement de l'économie et donc nouvelles interventions massives des Banques centrales pour soutenir les économies.

La BCE a d'ores et déjà ouvert la porte à des mesures de soutien supplémentaires en décembre pour contrer les dégâts économiques de la deuxième vague de la pandémie qui déferle sur l'Europe.

Un autre facteur entretient une incertitude diffuse, la campagne présidentielle aux Etats-Unis qui entre dans sa dernière ligne droite. Les menaces sur le bon déroulement des élections américaines ne contribuent pas non plus à restaurer la sérénité. En attendant le verdict des urnes aux Etats-Unis, les marchés devraient rester plus volatils que la normale.

► SITUATION SANITAIRE

Nouvelle alerte sur les pays de la zone euro qui se retrouvent au cœur de la seconde vague de l'épidémie de Covid-19 et prennent à nouveau des mesures sanitaires drastiques. Les niveaux d'hospitalisations dans certains pays commencent à s'approcher des pics qui avaient été enregistrés au cours de la première vague, même si le taux de létalité a diminué.

Ce confinement bis risque d'apporter dans son sillage une récession bis. Quoi qu'il est nécessaire de relativiser l'ampleur des mesures. Ces nouveaux dispositifs que ce soit le couvre-feu ou un semi-confinement sont sensiblement moins sévères que les précédents, car il est indispensable de ne pas bloquer complètement la vie économique du pays.

La situation sur le front de la pandémie se détériore également fortement aux Etats-Unis.

Pour les dirigeants, une fois encore l'arbitrage est extrêmement délicat : d'un côté, tout faire pour sauver des vies, de l'autre ne pas tuer l'économie. Le corps médical exhorte les dirigeants à durcir les mesures pour contrer la circulation du virus. Les patrons d'entreprises plaident pour la survie du tissu économique. Cette situation perdurera aussi longtemps qu'aucun traitement efficace ne sera disponible.

L'OMS a recensé une dizaine de candidats-vaccins sérieux à un stade avancé de développement dans le monde. Pour ces vaccins dont l'efficacité a été certifiée, les essais ne servent plus qu'à détecter les effets indésirables. De son côté, le gouvernement américain a accéléré les recherches en octroyant une subvention de 2 milliards de dollars au laboratoire pharmaceutique Pfizer. La société va produire 100 millions de doses de vaccin avant Noël. Les 140 000 Américains qui se sont portés volontaires aux tests effectués par le Dr Anthony Fauci ont significativement contribué à l'avancement des travaux.

De son côté le Royaume-Uni vient d'annoncer des résultats significatifs à l'issue de recherches effectuées par le laboratoire britannique AstraZeneca en partenariat avec l'université britannique d'Oxford. Ce projet de vaccin qui est l'un des plus avancés au monde serait potentiellement prêt avant Noël, ce qui constituerait un véritable exploit scientifique.

Le vaccin a procuré aux volontaires une double réaction immunitaire. Non seulement le produit leur a conféré les anticorps appropriés mais il semble également avoir empêché l'activation des cellules tueuses.

La disponibilité d'un vaccin avant fin décembre n'est plus utopique et la logistique se met en place pour une distribution massive.

Les essais cliniques de vaccins concluants dissiperont l'incertitude quant aux perspectives économiques et rétabliront la confiance des investisseurs sur les marchés.

► CHINE

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Si la Chine a la première confiné son économie, elle est également le premier pays à sortir de la crise sanitaire et économique. Aussi surprenant que cela puisse paraître, le pays n'a pas connu de deuxième vague du Covid. L'épidémie est maintenant maîtrisée depuis plusieurs mois grâce à des confinements stricts, des tests de dépistage à grande échelle et un suivi des cas contacts. La réaction des autorités à l'apparition de nouveaux cas est immédiate. En outre les premières vaccinations contre la Covid ont déjà démarré en Chine.

Résultats, alors que les pays occidentaux sont en pleine récession, les stigmates de la crise chinoise semblent déjà loin.

Après un ralentissement historique pendant la crise sanitaire, l'économie est quasiment revenue à la normale, tirée notamment par le secteur industriel qui profite de la reprise du commerce mondial ces derniers mois. Les exportations chinoises sont en plein essor, souvent les produits chinois permettent de combler les lacunes de l'offre occasionnées ailleurs par les perturbations liées à cette pandémie mondiale. La consommation intérieure soutient également l'activité économique, les ventes au détail redécollent.

La Chine retrouve donc son dynamisme. Au troisième trimestre elle affiche une croissance de 4,9 % qui lui permettra d'atteindre un taux de croissance annuel de +1,9%. La Chine est le seul pays au monde qui aura eu un taux de croissance positif en 2020, alors que partout ailleurs les taux seront négatifs : -4,3 % aux États-Unis et en moyenne -10% en Europe.

Néanmoins il faut rappeler que le confinement en Europe a démarré mi-mars alors qu'il a démarré fin janvier en Chine. Il y a systématiquement une avance qu'on évalue à deux mois de tout ce qui se passe en Chine par rapport à ce qui se passe dans les autres pays en matière de gestion de l'épidémie.

Si la Chine risque de souffrir d'une image écornée en Occident du fait qu'elle soit à l'origine de cette pandémie mondiale, le pays se démarque par son avance sur la « digitalisation » qui a représenté un accélérateur de rebond. La forte digitalisation de l'économie chinoise a permis au pays de faire face plus rapidement à la crise, contrairement aux économies occidentales plus en retard dans le domaine.

► ÉLECTIONS AMÉRICAINES - TRUMP

Joe Biden n'est pas le candidat « rêvé » pour Wall Street. Dans la mesure où il prévoit une hausse des impôts sur les entreprises et les ménages les plus riches, ainsi qu'un durcissement des réglementations. Alors que Donald Trump plaide pour la liberté d'entreprendre et le profit, avec davantage de réductions d'impôts et de dérèglementation. Une recette qui a favorisé Wall Street depuis son élection en 2016, malgré les relations commerciales conflictuelles avec la Chine.

En matière de création d'emplois et de croissance économique, le bilan de Trump parle de lui-même. Avant cette pandémie son bilan économique a été couronné de succès. Il a su engager d'ambitieuses réformes fiscales et réglementaires afin de libérer les entreprises américaines. Un rapport de la Fed, il y a un mois, révèle que pendant le mandat de Trump « les ménages ayant les salaires et le patrimoine les plus modestes ont dans l'ensemble vu une nette progression de leur situation entre 2016 et 2019 ». Les résultats de Trump en matière de politique étrangère ne sont pas non plus exempts de succès. S'il a paru manquer de diplomatie envers la Chine, il a révélé des incohérences économiques que même les démocrates n'ont pas contredites.

Récemment il a finalisé un accord historique de normalisation des relations entre Israël, Bahreïn et les Emirats arabes unis, une entente sans précédent depuis des décennies avec des grands pays arabes.

Avant cette pandémie le bilan de Trump lui garantissait sa réélection. Cette pandémie et sa gestion critiquée de la crise sanitaire lui ont ôté cette garantie.

Cependant, les marchés, même s'ils sont pro-républicains s'accommoderaient des deux scénarios comme ils l'ont toujours fait. En réalité, les changements de présidents entraînent rarement des changements fondamentaux dans le fonctionnement de l'économie américaine. L'ADN des États-Unis étant par essence capitaliste, valorisant les entreprises et l'économie. La puissance des lobbys ne permettra pas aux démocrates d'adopter des positions trop à gauche, sous peine de mettre en péril la croissance américaine, notamment après les séquelles de la pandémie. Quoi qu'il arrive des plans de relance massifs post-Covid seront engagés dans l'un ou l'autre des camps.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF
Association agréée par l'AMF
Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS
SAS au capital de 300 000 E

Ce que les marchés craignaient avant tout était le scénario d'un résultat trop serré pour être annoncé dès le soir des élections, et ce scénario qui s'est concrétisé pourrait entraîner une période d'incertitude préjudiciable pour les marchés financiers.

Or la position combative du président Trump évoquant des fraudes et jetant le discrédit sur le vote par correspondance annonce qu'il pourrait contester le résultat de l'élection. Ce qui rappellerait de mauvais souvenirs de l'élection de 2000 entre George W. Bush et Al Gore qui s'étaient battus pour un recompte sans fin des votes dans l'État de Floride.

Comme c'est toujours le cas dans le système électoral américain, l'avance d'un candidat dans les fameux « swing states » peut faire basculer le vote du Collège électoral. D'autant que comme en 2016 la réelle popularité de Trump est sous-estimée.

Si Joe Biden était malgré tout élu, les Démocrates devront prendre le contrôle du Sénat où les Républicains détiennent actuellement six sièges d'avance. Seul un tiers du Sénat sera réélu cette année, la lutte y est beaucoup plus serrée que pour l'élection présidentielle car les républicains ont toutes les chances de conserver cette avance. Ce qui tend à rassurer les marchés, car les démocrates s'ils n'obtiennent pas le sénat, auront du mal à remettre en question les avantages aux entreprises mis en place par Trump.

► EUR/USD

Sur le marché des changes, le dollar était sous pression baissière depuis quelques mois face à l'euro, conséquence d'une élection présidentielle américaine sous haute tension et d'une gestion inégalée de la crise sanitaire des deux côtés de l'Atlantique.

L'euro avait pu tirer parti mécaniquement de cette baisse du billet vert se hissant, vers la troisième semaine d'octobre, au-dessus des 1,18USD. La devise européenne avait aussi bénéficié de l'effet du Fonds de relance européen qui a été interprété par les investisseurs comme un important signal de cohésion de l'Union européenne face à la crise du covid-19.

Mais depuis une dizaine de jours l'euro perd de son avance face au dollar alors que l'inquiétude sur l'expansion de la pandémie en Europe est croissante, face à l'amplification des nouvelles mesures de confinement. Inquiétudes qui laissent présager de nouvelles mesures de soutien de la part de la BCE. Christine Lagarde est venue étayer ce sentiment en déclarant que : « la BCE utiliserait tous les instruments à sa disposition avec l'entière flexibilité dont elle dispose pour affronter les conséquences de la pandémie du Covid-19 ». Lagarde s'est quasiment engagée auprès des marchés à agir en décembre. Le marché s'attend donc à un renforcement des mesures de la BCE lors de sa prochaine réunion.

La rapidité et la clarté du message très « dovish » de Madame Lagarde ont suffi à faire baisser l'euro face au dollar. Sous pression, l'euro reculait à 1,1640 USD en fin de mois.

La baisse du dollar s'est également enrayée avec le retour de l'aversion au risque. Le Dollar est toujours une valeur refuge quand les marchés sont nerveux.

► PÉTROLE

Les cours du Brent et du WTI plongent sous la barre des 40 USD le baril. Le Brent se négocie à 38.2 USD tandis que le WTI s'enfonce à 36 USD le baril.

Face aux craintes sur la demande mondiale qui refait surface après la seconde vague du Covid-19 qui s'installe en Europe, le pétrole a dévissé de -10% au mois d'octobre.

Les investisseurs s'inquiètent des conséquences sur la demande des nouvelles mesures de restriction imposées en Europe où certains pays confinent à nouveau leur population. Des restrictions synonymes d'une moindre mobilité et donc d'une baisse de la consommation de pétrole. En Europe mais aussi outre-Atlantique où les États-Unis ont enregistré récemment des records quotidiens de contamination.

Les investisseurs en redoutent l'impact sur la reprise économique en cours et ses conséquences sur la demande de brut, dans un marché pétrolier déjà très affecté par un secteur du tourisme et des transports en crise.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Le télétravail qui s'impose de plus en plus pour les salariés du tertiaire, de part et d'autre de l'Atlantique, implique également une chute des trajets professionnels en voiture. Ces nouveaux confinements vont donc affecter une nouvelle fois la demande alors que l'offre pétrolière augmente, notamment à cause du retour sur le marché de la production libyenne.

Sur ce marché qui n'arrive déjà pas à absorber la production pétrolière actuelle, cette reprise rapide de la production libyenne exerce une pression supplémentaire sur les cours.

Cet écart qui se creuse entre offre et demande entraîne une situation de surplus et mécaniquement une hausse des stocks de brut dans le monde.

L'absence de réaction, pour l'heure, de l'Opep+ a accentué cette baisse des cours. Il incombe maintenant au cartel de reconsidérer s'ils continuent ou non la marche des coupes de production décidées en avril pour faire face à l'impact de la pandémie et stabiliser la chute des cours.

► GOLD

L'or s'est stabilisé en octobre, il abandonne même -1,6%. C'est pourtant la valeur refuge par excellence, la sécurité la plus recherchée lorsque l'incertitude s'empare des marchés et que la confiance dans l'économie s'étirole. Ce qui explique que sa valeur ait explosé et atteint des sommets inégalés au cours des derniers mois.

Mais un semblant de normalité semblait s'installer sur les économies tant que l'épidémie paraissait maîtrisée, ce qui a ralenti la progression des cours de l'or fin. Le métal doré a également perdu du terrain lesté par la hausse du dollar depuis quelques jours qui rend les achats d'or plus onéreux pour les investisseurs étrangers.

Mais l'aversion au risque qui règne ces derniers jours devrait permettre aux cours de reprendre leur tendance haussière. D'autant que l'or continuera à bénéficier d'un climat favorable tant que les Banques centrales maintiendront des taux bas pour contrer les conséquences de la pandémie.

Si l'or est revenu ainsi à proximité de 1865 USD fin octobre, la volatilité actuelle entre résurgence de la pandémie et élections américaines sous tension devrait lui permettre de repasser rapidement au-dessus des 1900 dollars l'once.

La demande physique en or a également eu un impact à la baisse sur les prix. L'Inde est l'un des plus grands marchés de l'or et la demande d'or en Inde a chuté de 30% de juillet à septembre. Les Banques centrales ont également vendu 12 tonnes d'or au cours du trimestre juillet-septembre pour la première fois depuis dix ans. Ce qui explique ce petit mouvement baissier, qui n'affecte en aucune façon la tendance haussière que devrait conserver l'or ces prochains mois.

► CONCLUSION

Le troisième trimestre a commencé par un puissant rallye, boosté par une reprise des économies suite à la levée des « lock-down » un peu partout dans le monde. Ce rebond semble néanmoins avoir été interrompu par la crainte d'une deuxième vague de pandémie en Europe. Si les inquiétudes resurgissent, il est important de souligner que cette deuxième vague, contrairement à la première, n'est pas mondiale. Tous les pays ne sont pas touchés.

Elle est donc moins désastreuse d'un point de vue macro-économique. D'autant que l'Asie, entraînée par la Chine qui joue à nouveau son rôle de moteur de la croissance, est en plein rebond. L'embellie de l'économie chinoise a déjà contribué à porter les indices et à sauver les résultats de certaines entreprises, on pense notamment aux constructeurs automobiles allemands. L'économie américaine, malgré une recrudescence des cas aux Etats-Unis résiste bien, le gouvernement ayant fait le choix de privilégier l'économie.

Par ailleurs même l'Europe qui affronte cette deuxième vague subira un impact moins brutal. Les mesures gouvernementales tentent de maintenir la plus grande partie possible de l'économie ouverte. Les écoles restent ouvertes, rendant le télétravail des parents plus productif. En dehors des commerces non alimentaires, l'économie fonctionne, les usines tournent et les chantiers continuent. Les pays sont mieux préparés et équipés. D'autant plus qu'un des effets positifs de cette crise sanitaire est d'avoir donné un coup d'accélérateur à la digitalisation des activités économiques, souvent en retard dans certains pays occidentalisés.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Quoi qu'il en soit, les contraintes que fait peser la gestion de la pandémie sur les secteurs d'activité les plus sensibles (compagnies aériennes, tourisme, loisirs, restauration, etc.) seront compensées par les aides gouvernementales, qui continueront de soutenir l'économie grâce à un financement illimité des Banques centrales. Comme l'a rappelé le FMI, les 12 000 milliards de dollars de soutien depuis le début de la crise ont permis de limiter l'impact économique de cette pandémie.

Christine Lagarde a d'ailleurs réussi il y a quelques jours à trouver les mots justes pour rassurer face à cette deuxième vague que connaît l'Europe. Son discours « dovish » a également fait baisser l'euro, ce qui va soutenir les entreprises exportatrices.

La levée de l'incertitude des élections américaines, grand facteur de volatilité actuel, pourra également permettre à l'économie américaine de reprendre son rebond. Si Wall Street est « pro Trump », les investisseurs s'accommoderont également d'une victoire de Biden grâce au plan de relance de 2200 milliards de dollars prévu par le camp des démocrates. Le cap d'un grand plan de relance sera maintenu quel que soit l'issue des élections. En outre, le sénat a de grandes chances de rester aux mains des républicains. Il ne sera donc pas aisé pour les démocrates de revenir sur les baisses d'impôts engagées par l'administration Trump.

Si l'horizon à court terme paraît tout de même obscurci en raison du flou sanitaire des deux côtés de l'Atlantique, l'arrivée prochaine d'un ou de plusieurs vaccins sur le marché est de plus en plus probable (notamment Astra Zeneca et Pfizer) et pourrait endiguer cette épidémie qui freine la reprise économique.

Les perspectives d'une 'nouvelle normalité' post COVID-19 permettront probablement aux actions de reprendre leur progression à moyen terme si des vaccins efficaces pouvaient être développés et distribués début 2021.

En attendant la commercialisation de ces vaccins, la toile de fond devrait rester la même au cours des prochains mois, à savoir support généreux en liquidités des Banques centrales et programmes supplémentaires de soutien budgétaire des états pour assurer la convalescence des économies.

La politique des Banques centrales conforte la préférence à long terme pour les actions au détriment des obligations. La Réserve fédérale américaine prévoit que ses taux directeurs resteront stables encore au moins trois ans. Avec des taux aussi bas les marchés obligataires présentent peu d'intérêt par manque de rendement. Les actions vont connaître des semaines très volatiles mais gardent leur attrait à moyen terme, une fois que l'épidémie sera sous contrôle.

N'hésitez pas à nous contacter pour vous présenter nos performances et notre stratégie d'investissement dans le détail.

Bien cordialement,
Hets-Capital

Ce document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital, mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E